

Charles Bettelheim, la planification et la transition vers le socialisme

Biographie

Né en 1913¹, dans un milieu bourgeois aisé (son père est représentant d'une banque suisse), d'origine juive autrichienne (deux origines qui le confrontent à une certaine stigmatisation pendant son enfance en France, notamment anti-allemande). Sa famille quitte la France pendant la première guerre mondiale, et n'y retourne qu'en 1922. Charles Bettelheim fréquente alors plusieurs établissements privés, catholiques ou protestants. Il obtient son baccalauréat en 1931, après un parcours scolaire difficile.

Adhésion au PCF à l'âge de 20 ans (aux Jeunesses communistes), en 1933, il milite comme étudiant. Il fait un voyage de cinq mois en URSS en 1936, mais hors du cadre du Parti (il travaille comme traducteur). Il en revient après avoir vu les premiers procès de Moscou et les inégalités de la société communiste. Pour autant, il ne renie pas ses convictions communistes. Ses critiques à l'encontre de l'URSS, tenues lors de réunions de cellules, à son retour en France lui valent d'être suspendu du Parti en 1937. Il est quand même soutenu par Lucette Beauvallet, son épouse, qui est aussi militante communiste, et qui devient, pour assurer à leur ménage un revenu fixe, institutrice, qui s'occupe de leurs enfants (cinq), et qui relit les manuscrits de son mari. Bettelheim se rapproche aussi des trotskistes du Parti Ouvrier Internationaliste, le mouvement de Pierre Naville. Après avoir fait de la philosophie, du droit et du russe, il se spécialise dans l'économie et fait une thèse sur l'URSS. A l'époque, l'économie marxiste est quasi-inexistante en France, et l'économie elle-même constitue une discipline faiblement légitime, surtout aux yeux des facultés de droit, par lesquelles les économistes sont le plus souvent passés. Bettelheim intègre en 1939 l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, qui produit des études de conjoncture, et qui est lié à la faculté. A ce moment-là, il se réfère peu aux schémas marxistes, et acquiert une certaine respectabilité.

Chargé de cours à Caen, il doit quitter son poste avec la guerre (son père est étranger). Il donne des cours particuliers et trouve un travail alimentaire dans des instituts prévisionnels de Vichy. En même temps, il reste lié aux trotskystes et est lié à des actions clandestines non-armées. Après la libération il travaille un temps au Ministère du travail, puis est limogé avec les autres communistes. Lucien Febvre lui trouve alors un poste au CNRS, puis le fait rentrer à l'Ecole pratique des hautes études (EPHE). Il reste alors assez marginal dans le champ académique et économique. Cependant, le marxisme commence à être discuté parmi les économistes. Dans les années 1950, il crée son laboratoire à l'EPHE, et critique les thèses d'Hayek et de von Mises sur la planification en tâchant de montrer la possibilité du calcul économique planifié et la compatibilité de la planification et de la démocratie. Mais il est très isolé (notamment j'ai appris, avec une grande déception, que Braudel éloignait les étudiants de Bettelheim, et se méfiait des communistes en général). Le PCF crée en 1950 ses propres institutions d'expertise économique, dont des revues, auxquelles Bettelheim participe,

¹ Les références biographiques sont tirées de l'article de François Denord, Xavier Zunigo : « Révolutionnairement vôtre ». *Économie marxiste, militantisme intellectuel et expertise politique chez Charles Bettelheim, Actes de la recherche en sciences sociales* 2005/3 (n° 158).

jusqu'au durcissement de la ligne du PCF vers 1955, les revues étant jusque là relativement autonomes.

Bettelheim profite alors des liens internationaux qu'il a tissés, avec les fondateurs de la *Monthly Review* entre autres (Huberman et Sweezy), et surtout de la demande d'expertise qui émane des pays du Sud, non-alignés. Il participe en 1954 au deuxième plan de l'économie indienne. Il est ensuite recommandé par Nehru à Nasser, puis travaille pour l'Algérie, le Mali, la Guinée, Cuba ; il noue des contacts avec d'autres experts (René Dumont, premier candidat écologiste à la présidentielle), envoie des étudiants dans ces pays pour préparer le terrain. Cela ne va pas sans heurts : en 1960, à Cuba, il s'oppose au centralisme de Guevara, avec qui il est cependant assez ami, et ses recommandations pour diversifier l'économie cubaine (qu'il a appliquées globalement à tous les autres pays du Tiers-Monde, dans un objectif d'indépendance nationale) ne sont pas du goût de Castro (selon lui, les Cubains ont nationalisé trop tôt la petite entreprise, et ils surinvestissent dans le secteur sucrier). Bettelheim rompt définitivement avec Cuba en 1971, avec un article dans *Le Monde*.

Il gagne peu à peu une notoriété en France, notamment dans les cercles de gauche. Il a la sympathie des élèves d'Althusser (l'équipe des CML, même si lui ne s'est jamais rapproché de l'UJC ml). BHL lui-même fut tenté de se diriger vers l'économie, mais il a abandonné, sous les critiques de Bettelheim. Bettelheim se lie d'amitié avec Althusser, qui voit en lui à la fois un théoricien et quelqu'un qui connaît le terrain. Cette amitié permet aussi à Bettelheim d'écrire dans *la Pensée*, la revue du PCF. La critique de l'économisme faite par Althusser, et à laquelle Bettelheim est sensible (c'est ce qui l'éloigne des trotskistes notamment), et sa réflexion théorique sur les modes de production inspirent beaucoup Bettelheim, comme on va le voir, notamment au moment de son inflexion théorique : à partir des années 1960, il va évoluer de plus en plus à partir de la question de la transition au socialisme, en s'éloignant d'une opposition économique binaire socialisme/capitalisme, ou planification/marché. Pour l'étude de ce basculement, l'article de Guillaume Fondu est très bien. On peut lire aussi la préface de la troisième édition de *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, qui fait ressortir le problème de la socialisation des forces productives.

Problèmes théoriques et pratiques de la planification (première édition, 1946)

On comprend que ce livre soit construit en relation avec les débats économiques contemporains, notamment le débat des années 1930 qui a opposé entre autres Oscar Lange et Hayek, sur la planification, mais aussi qu'il se situe par rapport à Keynes. Dans l'ouvrage, il présente encore une opposition très binaire entre deux modèles possibles, la planification ou le marché, avec une forme intermédiaire, la planification décentralisée, mais qui est en fait pareille que le marché à peu de choses près. En 1966, avec la troisième édition de cette œuvre, Bettelheim n'a pas encore rejeté cette perspective, mais met déjà l'accent sur l'importance du problème de la transition entre un mode de production et un autre (notamment en soulignant qu'on ne peut pas socialiser une production simplement en nationalisant les entreprises : c'est un des problèmes qui s'est posé à Cuba comme on l'a dit).

Pour ce qui est du livre, c'est un travail sur la planification. Il y a la théorie, et la mise en application. Le problème qui se pose est justement celui des difficultés de la mise en pratique,

mais l'ouvrage reste généralement sur un plan assez théorique et abstrait. Idem pour *Planification et croissance accélérée*. Je vais quand même expliquer en quoi consiste abstraitement la planification, mais le plus intéressant, ce sont souvent les remarques périphériques, et les problèmes théoriques sous-jacents, qui ne sont pas trop traités là.

1) En quoi consiste la planification ?

De manière très générale, le plan se définit par un but que l'on se propose d'atteindre, et par les dispositions arrêtées en vue d'atteindre ce but, les moyens choisis. Ce qui n'implique nullement qu'il n'y ait qu'une seule manière d'atteindre un but donné, et donc que le choix des moyens mis en œuvre soit purement technique : au contraire c'est un choix éminemment politique que celui de la voie à suivre vers un but déterminé.

Le plan se distingue donc d'un simple projet. C'est notamment en cela qu'il se différencie de ce qu'on peut appeler plan en régime non socialiste. Certaines institutions de pays capitalistes qui sont parfois, selon Bettelheim, confondues avec des instances planificatrices n'ont qu'une fonction de prévision (le commissariat au plan en France fonctionne de façon indicative et incitative, pour orienter l'investissement privé, mais il n'a pas une fonction directive – et ce même si les nationalisations après-guerre ont facilité sa mise en place). On peut faire un plan pour toute l'économie ou seulement pour un projet particulier. Par exemple si on décide de construire une piscine, on peut planifier la quantité de ciment nécessaire, le nombre d'ouvriers et d'ingénieurs qu'il faudra employer, le temps requis par l'installation, le budget à allouer, etc. Donc c'est à la fois émettre un projet et établir tous les moyens nécessaires à sa réalisation, en optimisant à l'avance cette réalisation. La grosse différence par rapport au marché, dans le cadre d'une économie nationale, c'est qu'on établit à l'avance et à long terme ce qu'on va consommer et ce qu'on va produire. Alors que dans une économie marchande, bien sûr on fait des prospectives, mais on n'est pas sûr de vendre ce qu'on a produit. La valeur sociale de la marchandise produite doit être confirmée par la vente, il y a une incertitude au moment de la mise sur le marché, qui peut être due à la situation économique, à la concurrence, à plein de choses.

La planification, selon Bettelheim, mais aussi selon les partisans du plan en général, est censée présenter plusieurs intérêts :

- l'utilisation optimale des ressources (pas de chômage notamment, mais aussi pas de gaspillage de ressources ou de temps de travail parce qu'on ne produit que ce qu'il a été prévu de consommer, pas de gaspillage dû à la concurrence, une utilisation maximale des équipements, etc.) ;
- la régulation a priori ou *ex ante* de la production, plutôt que le *salto mortale* du marché comme dit Marx, c'est-à-dire la régulation *ex post* ;
- une croissance forte (et conjointement une hausse du niveau de vie dit Bettelheim, même si aujourd'hui on voudrait parfois décorrélérer croissance et niveau de vie) et un développement rapide, ce qui se pose de façon urgente pour les économies en voie de transition (pays sous-développés), à la fois parce que la satisfaction des besoins sociaux n'est pas assurée dans ces pays, et parce qu'il faut, parfois avant même d'augmenter le niveau de vie, assurer une indépendance économique nationale ;

- de manière générale, Bettelheim met en avant le contrôle *conscient* de l'économie avec la planification, par opposition au marché dans lequel les humains sont soumis aux lois de l'économie qui s'imposent de l'extérieur. Donc, on peut retrouver derrière la planification l'idée marxienne selon laquelle on passe du règne de la nécessité au règne de la liberté (conçue comme maîtrise de la production, maîtrise de ses besoins et de leur satisfaction).

Par ailleurs, j'ai surtout insisté sur le point de vue de la production (ne pas produire pour rien, faire disparaître la concurrence inutile, coordonner les producteurs). L'autre point de vue crucial est bien évidemment celui de la consommation, des besoins. Il y a des besoins qui doivent être satisfaits par la production. Or, le marché n'est pas suffisant pour suffire à ces besoins : il se peut que la satisfaction de ces besoins ne soit pas rentable pour les capitalistes (je reviendrai plus tard sur la question de la planification capitaliste, pour l'instant considérons que le plan est socialiste), et donc que les produits soient en nombre insuffisants, ou encore qu'ils soient en temps normal vendus trop chers pour que tous ceux qui en ont besoin puissent se les procurer. Le marché n'exclut donc pas des formes de pénurie, notamment en cas de crise.

Donc le but général du plan est d'établir (et à l'avance) un équilibre entre la production et les besoins sociaux (aussi bien consommation privée que consommation des entreprises).

2) Qui détermine les besoins ?

Avant même de poser la question de la mise en œuvre concrète du plan, on voit que la question de la satisfaction des besoins soulève un certain nombre de problèmes. Dans le capitalisme, les besoins sont rendus visibles par ce que les gens achètent, et les besoins sont estimés par les individus, en fonction des prix et de leurs préférences. Ex : vous avez envie/besoin d'une nouvelle paire de chaussures, elle coûte 40€, vous l'achetez, mais si elle coûte 100€ et que vous ne l'achetez pas, vous n'en avez en fait pas besoin, ou du moins vous avez plus besoin des 100€ que des chaussures. Les besoins sont fixés par les individus (personnes, ou personnes morales, entreprises privées, etc.), qui hiérarchisent leurs utilités par rapport à leurs moyens. Bref, on identifie les besoins sociaux à l'ensemble de la *demande*, et la demande contribue à modifier les prix selon qu'elle est faible ou importante.

En tout cas, un avantage du système capitaliste, c'est que les individus semblent déterminer librement leur besoin. Mais évidemment, ils le font pour une quantité de ressources individuelles données (une certaine somme d'argent, de temps disponible, etc.), et par conséquent les besoins sociaux ont toujours une expression *relative*. C'est une échelle de préférences. C'est aussi le cas dans une économie socialiste qui n'aurait pas atteint un stade de développement suffisant. Un stade de développement suffisant, c'est idéalement un stade où les biens peuvent être disponibles gratuitement. Le *quantum* absolu des besoins sociaux en nourriture ne pourra être déterminé que si la nourriture est gratuite (à supposer évidemment que les gens s'auto-disciplinent pour ne pas gaspiller, ce qui est une hypothèse *forte* !). Dans ce cas, tout le monde demande ce dont il a besoin dans l'absolu, et cela permet de déterminer la quantité du bien en question qu'il faut produire. De ce point de vue là, ce qui détermine la production, c'est la demande effective, mais aussi pour l'avenir, les perspectives concernant

la demande, les prévisions d'évolution des besoins sociaux. C'est l'expérience seule qui permet de déterminer le *quantum* des besoins². Il n'y a pas de répartition arbitraire des produits sociaux (par des tickets de rationnement par exemple). Pour Bettelheim, le socialisme ne doit pas rompre avec la liberté du consommateur, celui-ci doit pouvoir exprimer ses besoins afin qu'ils soient satisfaits. Quelle est donc la différence avec le libéralisme ?

Première différence : qu'en est-il des nouveaux besoins ? Comme le rappelle Bettelheim, il n'y avait pas de besoin de téléviseur avant qu'on commence à en fabriquer. Donc les nouveaux besoins sont déterminés largement par des choix opérés au niveau de la production. « Au niveau du capitalisme, ces décisions sont prises en fonction des perspectives de profit pouvant résulter de la création de nouveaux besoins [...], au sein d'une société socialiste, ces décisions peuvent être prises en fonction de considérations de bien-être, de santé, etc.³ »

Deuxième différence : Bettelheim s'attache à réfuter, c'est normal, la conception libérale du besoin, qui est conçu comme besoin individuel et non social. D'une part il rappelle bien sûr la nature historique, culturelle et sociale de ces besoins.

Ensuite, il tente de donner un fondement objectif à ce qui est un besoin social, de ne pas fonder sa définition sur les purs désirs subjectifs. Il opère donc une distinction entre besoins sociaux et besoins individuels. Exemple très simple : pour satisfaire les besoins individuels à un certain niveau, on a besoin d'outillage, par exemple pour que tout le monde puisse manger en grande quantité, il faut intensifier l'agriculture, et avoir des machines agricoles, il y a donc un besoin social de ces machines qui ne correspond pas aux besoins des individus en particulier. Idem en cas de guerre, il y a un besoin social d'armement.

Ensuite, Bettelheim ne définit comme besoin social qu'un besoin que la société peut matériellement satisfaire⁴, par exemple : même si tout le monde rêve d'aller sur Mars, ou de voyager dans le temps, étant donné que cela n'est pas possible matériellement, ce n'est pas un besoin social. Donc il y a un décalage entre le besoin subjectivement vécu et la direction que doit prendre la production sociale. Dernier point : il peut y avoir concurrence entre besoin social et besoin individuel. C'est-à-dire que l'instance planificatrice veut pouvoir dans une certaine mesure imposer des contraintes quant à la satisfaction ou non de certains besoins. Si ces contraintes sont arbitraires, évidemment, c'est liberticide. Donc Bettelheim fait jouer les *besoins sociaux* contre les *besoins individuels*, par exemple les individus socialement peuvent être opposés à l'alcoolisme ou au tabac, et donner mandat à l'instance planificatrice pour réduire la satisfaction de ces besoins (en augmentant les prix typiquement), ou au contraire, les gens peuvent se dire que c'est bien d'aller au musée ou de lire des livres, et trouver juste que l'on subventionne les activités culturelles, quand bien même eux boiraient ou n'iraient pas au musée. C'est un raisonnement qui me semble assez intéressant appliqué à des enjeux écologiques notamment, mais je vais y revenir.

3) Spécificités économiques du plan

² Problèmes théoriques et pratiques de la planification, p. 72.

³ Problèmes théoriques et pratiques, p. 72.

⁴ Ibid. p. 29.

Vous l'aurez compris, l'idée est, avec le plan, de coordonner la production et les besoins, et de coordonner la production dans son ensemble au niveau social (qui généralement est équivalent au niveau national quand Bettelheim en parle, mais pourrait être un niveau international, ou régional, selon les secteurs d'activité). Comment ça se passe un peu plus concrètement, quelles conséquences cela aura par rapport aux prises de décisions dans le capitalisme ?

Prises de décisions

Les décisions ne peuvent pas se prendre avec les mêmes critères qu'en régime capitaliste. En effet, dans le cas capitaliste, c'est le profit, donc la rentabilité, qui détermine les décisions. Donc, au niveau de chaque entreprise, celui qui prend les décisions (le patron, le conseil d'administration, etc.) en matière d'investissement ou de gestion du personnel, prendra des décisions selon leur rentabilité. Ce qui peut, mais ne veut pas forcément dire, que les décisions seront prises à court terme. En revanche, ce qui est sûr, c'est qu'elles seront prises dans l'optique de maximiser la rentabilité d'une unité de production, pas de maximiser l'efficacité de la production au niveau social.

Exemple : Mettons qu'une entreprise dispose d'un million pour faire un investissement pour améliorer sa productivité. Individuellement elle aura raison d'utiliser cette somme pour faire l'investissement qui a un rendement maximal en termes de gain de productivité. Mais cette même somme affectée à un autre secteur d'activité, une autre branche ou entreprise, permettra peut-être un investissement avec un gain de productivité supérieur. Donc quand il y a séparation des unités de production, le maximum social n'est pas forcément atteint, même si chaque entreprise fait pour elle-même le choix optimal.

Ensuite, quel doit être l'étalon de mesure de la rentabilité ou de l'efficacité ? Soit on garde la rentabilité, c'est-à-dire un gain en monnaie par rapport au coût de production initial. Soit on prend un autre critère. Bettelheim, s'appuyant sur divers économistes soviétiques, mais aussi s'opposant à eux, considère que le critère de rentabilité n'est pas bon. [En effet, une économie planifiée ne dispose pas de certains outils dont dispose le capitalisme. Pour décider des investissements à faire, donc du capital à immobiliser, les capitalistes s'aident du taux d'intérêt. Si le taux d'intérêt est très élevé par exemple, les capitalistes vont davantage hésiter à investir, l'investissement à long terme aura un coup supplémentaire. On peut aussi considérer que ce taux élimine les investissements trop ambitieux et pas assez efficaces. Bref, toujours est-il que ce taux se forme grâce à un marché des capitaux, chose qui a priori n'existe pas dans une économie planifiée. Donc le taux d'intérêt est plus ou moins fixé arbitrairement] La rentabilité dépend des prix, les prix peuvent varier, et par conséquent les options d'investissement peuvent être plus ou moins efficaces selon les prix.

Pour Bettelheim, le seul critère qui doit être déterminant, c'est l'augmentation de la productivité globale, autrement dit l'économie de temps de travail pour une quantité de biens donnée. Alors Bettelheim est plutôt carrément productiviste, donc l'idée pour lui n'est pas de réduire au maximum le temps de travail nécessaire, mais plutôt de l'économiser dans un secteur pour l'allouer à un autre et augmenter la production globale de biens de consommation.

Comptabilité en temps de travail et monnaie

A partir de ça, vous voyez que Bettelheim considère que le plan doit compter, non pas en argent, mais en temps de travail. Bettelheim est partisan d'une théorie objective de la valeur, exprimée en termes d'heures de travail socialement nécessaires. En ce sens il se rattache à un marxisme assez orthodoxe.

Pour autant, la comptabilité en temps de travail n'implique pas l'abandon de la monnaie : celle-ci sert à la répartition non autoritaire du pouvoir d'achat (pas de tickets de rationnement), selon le principe « à chacun selon son travail ». Pour les entreprises, une monnaie, même purement fictive, sert aux échanges entre entreprises, aux achats de moyens de production. Pourquoi a-t-on alors de la monnaie et pas des tickets de travail ?

Première raison : il y a des écarts entre prix et valeurs, dans l'intérêt de l'économie planifiée. Cet écart reste maîtrisé et proportionné. C'est celui qui permet la constitution d'un fond d'accumulation. Le prix de revient des biens, celui qui représente le coût des objets produits avant qu'ils soient vendus, est fixé en dessous de leur valeur réelle. Vous produisez une tonne de charbon, qui nécessite 1000 heures de travail moyen, et représente donc une valeur de 1000, mais vous n'allez fixer son prix en monnaie qu'à un équivalent de 800 ou 500, peu importe, selon l'importance que vous voulez donner au fond d'accumulation (travail non payé qui sert aux investissements futurs, ou au travail non productif – santé, éducation, paiement des retraites).

Deuxième raison : l'hétérogénéité du travail réel. Si on a deux ouvriers, une heure de leur travail ne sera pas équivalente (problème reconnu par Marx lui-même dans le *Capital*, qui élude cette difficulté). Il y a des travaux qualitativement différents, manuels/intellectuels, qualifiés/non-qualifiés, etc. Par ailleurs, nous dit Bettelheim, si on fait face à des produits multiples pour une production donnée, il est difficile de déterminer la valeur des différents produits fournis. Exemple : dans le secteur pétrochimique, j'ai un processus de production qui va produire du pétrole raffiné, mais aussi des dérivés de pétrole qui proviennent de ce processus de raffinement, le polystyrène par exemple. Or quand on a plusieurs produits d'une même production, qui contiennent en soi le même temps de travail, il est difficile de fixer leur valeur en temps de travail. Bettelheim reconnaît lui-même que dans ce cas-là il faut avoir recours au prix de marché, c'est-à-dire à celui qui permet l'écoulement du produit.

Il faut noter que la valeur peut rester fixe alors que la structure économique change. En effet, si entre deux périodes de production, la productivité du travail augmente, mais que l'investissement en moyens de production et le nombre d'heures de travail global ne change pas, la valeur de la production de l'année restera identique. Pour autant, le nombre de biens produits peut augmenter, et le salaire réel également. Dans une économie monétarisée, cela ne se présente pas comme ça parce que la création monétaire accompagne plus ou moins la production de valeur. Donc dans une économie planifiée ça peut se présenter avec des prix fixes par rapport aux périodes précédentes (ce qui est le scénario privilégié par Bettelheim pour des raisons pratiques), et donc des salaires et des prix qui augmentent, ou avec des prix indexés sur la valeur. Les prix des biens de consommation en gros comme en détail, sont censés être équivalents à leur valeur (en temps de travail), mais évidemment il peut y avoir

difficulté d'évaluation de cette valeur, et donc c'est un prix de marché, subjectif, qui va se dégager, même si les biens sont tous écoulés (hypothèse forte également). Par ailleurs, selon Bettelheim, l'avantage du plan et de la vision à long terme, c'est que l'on peut fixer le prix de certains produits selon la valeur qu'ils devraient avoir dans l'avenir, quand leur production sera plus facile, et que la valeur sera plus basse, pour encourager la consommation de ce produit.

Vous noterez également un élément très important. Dans ses raisonnements, Bettelheim part du principe que les salaires sont fixés selon le temps de travail fourni. Dans le capitalisme, les salaires sont fixés comme salaire de subsistance (même si le niveau de ce salaire de subsistance dépend des conditions historiques, rapports de forces, habitudes de consommation, etc.). Dans les schémas de planification proposés par Bettelheim, on trouve des schémas statiques où toute la production d'une période est reversée en salaire, en une somme de salaire équivalente aux biens de consommation disponibles. Le cas de figure qu'envisage cependant Bettelheim, c'est celui d'un salaire inférieur à la valeur produite, la différence servant à financer les investissements et les dépenses improductives (mais pas la plus-value capitaliste donc).

Croissance

Puisqu'il y a un profit en économie socialiste, planifiée, se pose maintenant la question de la croissance. Quelles sont les spécificités de l'économie planifiée en dynamique ? En statique, on a vu que selon Bettelheim l'intérêt est de coordonner les acteurs, pour faire coïncider la production et la consommation, et éviter ainsi le gaspillage des forces productives. Mais une économie statique, c'est une hypothèse très irréaliste pour les économies modernes. Le problème qui se pose pour Bettelheim, c'est celui de l'équilibre dans une économie planifiée confrontée à des fluctuations, ou qui cherche à provoquer des évolutions.

La base de réflexion de Bettelheim pour cela, c'est Marx. Plus exactement les schémas de reproduction du livre II du *Capital*, que l'on aura l'occasion de revoir, et les concepts de reproduction *simple* et de reproduction *élargie*, et pour celle-ci, de reproduction *élargie extensive* ou *intensive*.

	Moyens de production utilisés	Salaires versés (en heures de travail)	Travail « non payé » (accumulation)	Valeur des produits
Branche I (production de moyens de productions : énergie, matières premières, outillage, etc.)	40	26 2/3	13 1/3	80 (de moyens de production disponibles à la période suivante)
Branche II (production de biens de consommation)	20	13 1/3	6 2/3	40
Total		Doit être équivalent à la		

		valeur totale des biens de consommation		
--	--	---	--	--

Comme l'avait bien dit Ulysse l'an dernier, ce sont des schémas d'équilibre. On schématise une période de production, et l'on doit pouvoir, à la fin d'une période de production, répéter cette production, donc il faut avoir reproduit les forces productives. Ce qui nous intéresse ici, c'est la condition de l'équilibre. Bettelheim place ces schémas dans une économie planifiée socialiste, avec un certain nombre d'impératifs : l'équilibre production-consommation, la satisfaction des besoins sociaux, le plein emploi. En statique, on peut avoir une reproduction simple sans travail non payé. Toutes les forces de travail sont employées, tout le surproduit est consommé, il n'y a pas de dépenses improductives. Bettelheim fait diverses hypothèses, « en dynamique ». Si par exemple on est confronté à un accroissement de la population. Soit les forces de travail supplémentaires sont au chômage (et dans ce cas, soit elles meurent de faim, le problème est réglé, soit elles entrent dans les postes de dépenses improductives, comme chômeurs). Soit on les emploie. Si on les intègre aux dépenses improductives, on prend simplement une partie du salaire des travailleurs pour le donner aux non-travailleurs. C'est immoral ! Si on les emploie, il faut augmenter la production de moyens de production qui seront utilisés à la période suivante, et donc créer un fond d'accumulation, donc réorienter les travailleurs de la branche II vers la branche I (on peut supposer une fluidité complète du travail pour ça, mais certains biens produits peuvent passer d'un secteur à l'autre, l'énergie par exemple), et réduire la production de biens de consommation et les salaires (puisque'il faut maintenir les deux à égalité). Quoi qu'il en soit, il y a baisse du niveau de vie. On a une reproduction élargie extensive (plus de moyens de production pour faire travailler plus de travailleurs). Et en plus les rendements sont décroissants dans ce cas-là (voir Ricardo).

C'est un cas abstrait, qui présuppose plusieurs choses, notamment le fait que si les forces productives augmentent, les fonds d'investissement sont déjà intégralement utilisés (ce qui a priori est le cas dans une économie planifiée, qui doit avoir un contrôle assez étendu sur l'épargne. Je ne sais pas ce qu'il en était en URSS par exemple). Si je ne m'abuse, un keynésien dirait en économie capitaliste que le chômage vient de l'absence d'investissement des fonds disponibles. En tout cas aujourd'hui en France, il y a des fonds d'investissement déjà disponibles sous forme d'épargne. Qu'est-ce que ça représente ? Un baby-boom, avec arrivée sur le marché du travail de nouveaux travailleurs (qui jusque là pouvaient entrer dans les dépenses improductives), une vague d'immigration, ou bien la réduction de dépenses improductives libérant des forces de travail mais pas de moyens de production (on licencie une armée, on n'a rien à faire de leurs mitraillettes, mais on se retrouve avec des milliers de travailleurs supplémentaires).

Autre exemple d'équilibre dynamique pris par Bettelheim, c'est un équilibre progressiste selon lui. C'est la reproduction élargie intensive. Pas d'augmentation de la population (même si c'est quelque chose à quoi on doit s'attendre). On fait basculer des forces de travail de la branche II à la branche I, ce qui augmente pour la période suivante le nombre de moyens de production disponibles. On ne paie pas une partie de la valeur produite, qui sera disponible

pour la période de production suivante sous forme de moyens de production. Si on continue comme ça, la valeur des produits de la branche I va croître, celle des produits de la branche II va rester constante, la quantité de travail payé et de travail non payé peut rester la même. Mais si le nombre des moyens de production a augmenté, à force de travail constante, il est probable que la productivité du travail ait augmenté aussi. La productivité est moins visible si l'on a une comptabilité en temps de travail et pas en prix (d'habitude, on la calcule en divisant le profit par le nombre d'heures travaillées, mais il n'y a pas vraiment de profit en économie planifiée), on peut simplement constater que plus de biens sont produits pour une même quantité de temps de travail, et donc que les salaires réels ont augmenté (ceci dit, il peut y avoir un intérêt psychologique ou technique à avoir des prix fixes, qui donc augmentent avec la productivité).

Le commerce et l'épargne

Je vais aller rapidement sur la question du commerce, ce n'est pas le point le plus intéressant, en tout cas c'est traité assez rapidement dans le livre. D'une part il y a le commerce intérieur. En 1946, Bettelheim considère qu'il faut une liberté de la consommation, des salaires versés en monnaie, etc. Les prix de détail (donc dans les petits commerces) sont normalement fixés à la valeur. Pourquoi ? Parce qu'on n'entretient pas les intermédiaires, ou en tout cas le moins possible. Et parce qu'il doit y avoir concordance entre les biens de consommation et les salaires versés comme on l'a vu dans le schéma. Une concordance exacte peut faire craindre une pénurie pour certains biens (s'il n'y a pas de marge d'ajustement pour les denrées périssables par exemple, il y aura pénurie). On peut facilement répondre qu'on peut prévoir une fourchette plus haute pour les biens de consommation courants périssables. Pour les biens de consommation plus importants (une voiture), Bettelheim propose un système qui existe plus ou moins déjà de crédit à la consommation financé par la mutualisation de l'épargne, ce qui permet d'épargner en vue de l'achat d'un bien particulier (épargne à but déterminé), de l'avoir plus vite qu'en épargnant tout seul, et de rendre l'achat de ce bien prévisible, donc de donner un signal pour lancer sa production. En dehors de cela, comme généralité sur l'épargne, Bettelheim est partisan 1) de laisser à disposition du secteur bancaire centralisé tous les fonds d'épargne disponibles, tous les excédents 2) de minimiser l'épargne à fonction de rente, l'épargne qui finance l'investissement et qui est normalement rémunérée. Selon lui, la création d'un profit artificiel pour permettre la croissance est une source d'investissement plus sûre que l'épargne individuelle.

Dernier point : le commerce extérieur. Bettelheim est partisan, soit d'une semi-autarcie dans un contexte où les pays socialistes sont encerclés par des pays capitalistes et sont donc vulnérables s'ils dépendent du commerce extérieur. Soit d'une division mondiale du travail avec spécialisation forte de chaque pays dans le cas où l'économie socialiste deviendrait la norme mondiale. Dans *Planification et croissance accélérée*, qui est pensée à partir des pays sous-développés, l'idée de renforcer le plus possible l'économie intérieure en l'autonomisant par rapport au commerce mondiale est très importante aussi.

4) Ecologie

Ce qui est marrant, c'est ce que Bettelheim tient comme discours pré-écologiste. C'est un vrai productiviste. Il y a pour lui identité entre hausse des forces productives et hausse du niveau de vie, et il pense que les ressources limitées n'existent pas. Selon lui, seul le travail a une rareté, et une ressource naturelle n'est rare qu'au sens où elle demande plus de travail pour être extraite. Mais comme pour Marx, le cadre conceptuel qu'il développe laisse le champ libre à des politiques de gestion de l'environnement inscrite dans une temporalité longue :

Si cependant il apparaissait qu'un produit naturel utilisé jusqu'ici existe en quantité définitivement limitée de telle sorte que l'on puisse prévoir l'épuisement des disponibilités de ce produit dans un temps déterminé (étant donné un certain taux d'utilisation), la question qui se poserait serait non pas d'élever le « prix » de ce produit d'une façon plus ou moins arbitraire, mais, d'une part, d'en rationner l'utilisation en fonction des considérations techniques, d'autre part, et surtout, de préparer des *techniques de substitution*. Il y a là non un problème de planification des *prix*, mais de planification de la *production*⁵.

Donc Bettelheim soutiendrait volontiers l'idée, à ce moment-là, que la planification est le système optimal de gestion des ressources rares, y compris énergétiques, puisqu'elle permet de projeter et d'ordonner dans le temps long leur consommation et l'arrêt éventuel de leur consommation. Soit dit en passant, Bettelheim estime, dans un passage consacré aux sources d'énergie, que l'énergie atomique « semble devoir être pour l'avenir une source d'énergie particulièrement importante⁶ », ce qui n'est pas du tout mon avis, mais là n'est pas la question...

D'autre part, Bettelheim reprend les textes de Engels qu'Alexandre avait fait lire il y a deux ans, où Engels insiste sur l'inconséquence court-termiste du capitalisme, visible notamment dans la gestion des terres agricoles (Engels mentionne les planteurs de Cuba qui ont brûlé des forêts entières pour produire de l'engrais, alors que la déforestation a ensuite provoqué des érosions de terrain catastrophiques). On a l'idée, très technicienne, que la planification est une méthode optimale de gestion à long terme, contre un capitalisme mu par le profit individuel à courte vue.

Je termine là la présentation de *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*. Dans *Planification et croissance accélérée*, vous aurez des éléments supplémentaires, notamment sur la mise en place nécessaire d'institutions de comptabilité nationale, pour mettre en place le calcul économique. Mais ça reste des considérations assez générales aussi. Je préfère me pencher vers l'autre ouvrage important de Bettelheim, qui pose de nombreux problèmes théoriques plus fondamentaux :

Calcul économique et formes de propriété (1970)

Jusque là, on a vu que la position de Bettelheim consiste surtout à dire qu'en matière de développement économique, la planification socialiste c'est ce qu'il y a de mieux. Ses convictions socialistes sont essentiellement présentées sous l'angle économique et productif, mais pas dans leur versant social et humain, pas même vraiment sous la figure de l'économie

⁵ Ibid. p. 67.

⁶ Ibid. p. 196.

de temps de travail. C'est très différent en 1969, quand il écrit son livre, publié un an plus tard.

Il y présente davantage les problèmes liés à la transition. C'est un livre très influencé par Althusser, dans la réflexion sur les formes sociales (ou modes de production), et les transitions d'un mdp à un autre. Concrètement d'ailleurs, Yves Duroux, un ancien élève, a aidé Bettelheim pour la rédaction d'un chapitre, ainsi que Balibar. L'influence d'Althusser se fait aussi sentir dans le rejet du mécanisme en histoire, qu'Olivier nous a bien montré dans la séance d'avant les vacances. Ça ne change pas ses analyses économiques concrètes, au sens où Bettelheim reste partisan d'une planification directive mais graduelle, qui ne force pas la réalité économique. Mais c'est au niveau du primat de certains facteurs sur d'autres que ça change. Ce qui empêche de passer d'un mode de production à un autre, ce n'est pas juste le développement insuffisant des forces productives (du tissu industriel, de la productivité du travail, de la technique, etc.), c'est un rapport de force politique, une lutte de classe.

Il approfondit également dans ce livre sa réflexion sur la monnaie et sur les formes de calcul en régime planifié. Cette réflexion est en même temps une analyse du rôle de la forme valeur et de la « loi de la valeur », qui désigne la façon dont sont répartis les travaux sociaux et les produits du travail social en régime capitaliste. Alors bien sûr, Bettelheim nous dit qu'en dernière instance, ça renvoie à la notion de valeur chez Marx, comme expression du temps de travail socialement nécessaire contenu dans un produit⁷. Mais en général dans le livre, quand Bettelheim parle des valeurs, il faut comprendre les prix, exprimés en monnaie, et qui donnent lieu à des échanges marchands et à un calcul monétaire. Or, le but du socialisme doit être pour Bettelheim de passer d'un calcul monétaire à un calcul économique, c'est-à-dire à une répartition du travail et des produits qui considère les choses non comme des marchandises (des valeurs d'échange) mais comme des valeurs d'usage, comme des choses avec des caractéristiques physiques. C'est-à-dire qu'on ne dira plus : il faut tant de milliards d'euros de production industrielle, ou de service, mais on dira : sur cette année, il faut tant de tonnes de blé, tant d'heures de travail consacrées à l'agriculture, tant d'acier pour les machines agricoles, tant de médecins, etc. Le livre est en fait une réflexion sur les conditions de possibilité (et d'impossibilité) de ce calcul économique, et de l'abolition de la valeur. Jusqu'alors, le passage du calcul en monnaie au calcul économique ne le préoccupait pas plus que ça. Comme vous l'avez vu, c'était plutôt : « on répartit en temps de travail sans problème, et quand c'est trop compliqué on réintroduit de la monnaie ». Mais en 1970, Bettelheim repose cette question en termes politiques.

Difficultés du calcul économique

Les difficultés du calcul économique sont de deux types. Il y a une difficulté technique, le contenu du calcul (comment mettre en place la comptabilité en temps de travail, en quantité de produits, etc.). Mais c'est une difficulté secondaire. Le véritable obstacle, c'est la présence des rapports sociaux capitalistes au sein des sociétés en transition vers le socialisme. Présence

⁷ Voir p. 31. Bettelheim admet cependant que la détermination des prix par le temps de travail socialement nécessaire est une abstraction théorique, et que dans la réalité, on ne s'occupe que de la différence entre prix de production et prix de vente d'un produit.

qui n'est pas une simple « survivance », un archaïsme en passe de disparaître. L'objet de Bettelheim est justement de montrer que dans les sociétés en transition, on a une co-présence des rapports de production socialistes et des rapports de production capitalistes, et que si les seconds sont dominés par les premiers, ils peuvent néanmoins reprendre le dessus, et la société en question retourner au capitalisme (même sous une forme différente).

Qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? Ce qui caractérise le MPC, c'est une double séparation. La séparation des producteurs entre eux (les unités de production sont isolées et doivent recourir à l'échange marchand pour se coordonner), et la séparation des producteurs et des moyens de production (les travailleurs ne sont pas propriétaires ni possesseurs des moyens de production). Il y a des cas intermédiaires : si les producteurs sont propriétaires de leurs moyens de production, mais sont séparés entre eux, on a du socialisme de marché (ou le mode de production féodal à certains égards, pour les artisans) ; s'ils ne sont pas propriétaires des moyens de production, mais que les producteurs (entreprises) sont coordonnées entre eux directement, on aurait quelque chose comme du capitalisme d'État, ou du collectivisme bureaucratique (Bettelheim aurait cependant tendance à dire que cette coordination des producteurs entre eux ne serait que partielle).

La séparation des producteurs entre eux est une notion très importante. Elle indique que les travaux concrets ne sont pas directement des travaux sociaux. Pour être socialisés, en régime capitaliste, ils ont besoin de passer par le marché. Sinon, ils restent des travaux privés, qui n'ont qu'une valeur privée. Mais dans le mode de production capitaliste, il faut bien voir que les travaux sociaux (qui aboutissent à un échange marchand, et qui présupposent des conditions sociales pour exister, des machines, des techniques, des matériaux, etc.), se présentent aussi comme des travaux privés. Les rapports de production réels sont dissimulés par les rapports capitalistes et marchands. C'est le fétichisme de la marchandise, un rapport entre producteurs, entre humains, se présentent sous la forme d'un rapport entre choses qui auraient une valeur d'échange intrinsèque.

Or, cette dualité entre travail privé et travail social continue d'exister dans les sociétés en transition, parce que continuent d'exister aussi les rapports de production capitalistes sous certaines formes. Il y a toujours des rapports marchands dans les pays en transition (en URSS par exemple). Pourquoi ? Réponse de Prébrajensky et de Staline : dans ces pays, coexistent plusieurs formes de propriété : propriété privée, propriété d'État, propriété collective (coopératives, kolkhozes, etc.). Donc entre ces propriétaires différents, il faut des échanges marchands en monnaie, si on n'avait que de la propriété d'État, il n'y aurait plus de problème.

Mais c'est une explication juridique insuffisante, dit Bettelheim, et elle n'explique pas pourquoi en URSS on continue d'avoir des échanges marchands monétaires *au sein du secteur étatique*, entre les entreprises nationalisées.

Autre explication : on a besoin de prix pour le commerce extérieur. Ce qui indique qu'on est dans un stade intermédiaire, puisque l'organisation sociale du travail et de la reproduction des rapports économiques dépend encore du marché mondial capitaliste.

Propriété d'État et abolition de l'entreprise

Mais revenons à l'existence de ces rapports marchands au sein du secteur d'État : cela indique que le passage à la propriété d'État est un changement juridique qui *permet* de changer la structure économique, donc les rapports d'interdépendance entre les producteurs, mais qui ne les change pas en soi. La propriété, ce n'est pas la possession, c'est-à-dire la capacité de mettre en œuvre les moyens de production. La nationalisation n'est pas une forme satisfaisante de socialisation⁸, c'est une simple préhension juridique, selon Bettelheim, même si c'est une étape vers le socialisme, au moment de la prise du pouvoir d'État par le prolétariat, au moment où la nature de classe de l'État change. Ça ne transforme pas pour autant cette unité de production qu'est l'entreprise.

Or, il faut abolir l'entreprise. C'est un appareil capitaliste, c'est le lieu de reproduction des rapports sociaux capitalistes : hiérarchie interne à l'entreprise, séparation entre dirigeants économiques et travailleurs, identification entre travail intellectuel et travail de direction d'une part, travail manuel et travail d'exécution de l'autre. Même dans les socialismes réels, les dirigeants d'entreprise sont les possesseurs de l'entreprise, et les représentants des travailleurs (les syndicalistes) peuvent se mettre à s'identifier aux dirigeants plus qu'aux travailleurs (cas typique de bureaucratisation). Plus intéressant encore : Bettelheim rejette l'idée que les forces productives et leur évolution sont le moteur de l'histoire, leur évolution se faisant de manière plus ou moins spontanée selon des lois naturelles de la technique et appelant des changements dans les formes sociales. Ce qui va à l'encontre donc de la fameuse phrase de *Misère de la philosophie*, sur le moulin à vent qui donne le féodalisme comme la machine à vapeur le capitalisme, qui est selon Bettelheim une phrase simplement polémique. Les forces productives, la forme que prend la production (mise au point de certaines techniques, les tendances à la concentration de l'économie pour réaliser des économies d'échelle, etc.) sont des produits des rapports sociaux, et ne sont pas des lois naturelles de l'économie. Tout cela appelle à une révolutionnarisation de l'entreprise, et qui partirait des travailleurs immédiats. Si on a juste un plan appliqué de l'extérieur, on a une domination autre que celle des producteurs immédiats qui s'installe. Le plan, comme document économique, feuille de route, n'est alors qu'un simulacre qui dissimule la domination sur les producteurs d'une nouvelle classe (qui peut être la bureaucratie, lorsque l'État et donc les entreprises d'État ne sont plus sous la domination des travailleurs, mais d'un groupe de dirigeants). L'opposition plan/marché aura alors perdu son sens, le plan occupant les mêmes fonctions que le marché (ce qui n'est pas le but !).

Bettelheim pense à l'époque qu'en Chine, à la différence de l'URSS, s'est amorcée une réflexion sur la nature de l'entreprise, et que les Chinois ont tenté d'aller plus loin que la propriété d'État avec la commune populaire et qu'ils n'ont pas suivi une ligne de développement industriel calqué sur le capitalisme (qui conduirait, pour citer Debord, à faire du socialisme le parent pauvre du capitalisme). Il est revenu sur cette idée par la suite en disant qu'en Chine, il connaissait peu la situation, et qu'on ne lui avait fait visiter que des usines modèles peu représentatives du reste du pays.

⁸ *Calcul économique*, p. 68.

Pour revenir à notre sujet : quand se maintient cette double séparation, se maintiennent aussi les rapports marchands. Dans ce cas, le plan n'est pas une planification socialiste, il n'est pas la forme d'organisation de la production, il vient s'ajouter à des rapports marchands qui éventuellement lui résistent, pour tenter de leur donner une certaine direction. Ce genre de plan peut tout à fait exister dans un capitalisme d'État, ou dans les sociétés en transition donc. Dans ces sociétés, des rapports de production socialistes (le pouvoir d'État de la classe des travailleurs) s'imposent aux rapports de production capitalistes qui continuent d'exister, qui ne sont pas une simple survivance. Cette contradiction entre le plan et le marché, qui se manifeste par l'imposition de prix planifiés par exemple, peut générer des crises propres aux sociétés en transition. Pareillement, pendant la transition, il peut être inadapté que les décisions économiques (achat d'équipement par exemple) soient prises par l'organisme de planification plutôt que par les directions d'entreprise, parce qu'une décision du plan se surajoute à une nécessité marchande. C'est ce que Bettelheim a observé à Cuba : le pouvoir veut se charger de la répartition des ressources à la place des producteurs (et des entrepreneurs), et il s'est retrouvé à commander des machines qui sont restées à moisir dans des hangars. Pour Bettelheim, ce genre de répartition autoritaire des ressources (avec réglementations, sanctions économiques, attribution de budget) est un signe d'un manque de coordination antérieur, et ne doit intervenir qu'en cas d'urgence, quand les rapports marchands ne peuvent plus remplir les objectifs du plan, voire ne peuvent plus remplir leurs propres objectifs.

L'autre possibilité évoquée par Bettelheim, c'est cette révolution idéologique (sans doute inspirée par la Révolution culturelle) visant à accroître la coopération des unités de production, et l'interdépendance socialiste, qui n'est pas seulement une interdépendance économique. Malheureusement, le contenu concret de cette interdépendance ne doit se révéler qu'au cours du processus historique.

Conclusion :

Je n'ai pas parlé de centralisation (Bettelheim est plutôt favorable à une planification centralisée en théorie, contre une planification décentralisée qui serait, en fait, un socialisme de marché, mais dans un cas de transition, il estime que sont inefficaces des mesures imposées d'en-haut sans concertation avec les producteurs immédiats. Donc, pour une marge de manœuvre assez large laissée aux unités de production). Je n'ai que peu parlé du plan en régime capitaliste, et peu de ses propres fonctions de conseiller en Inde ou en Égypte (peu de documents disponibles là-dessus). Je n'ai pas non plus pris le temps d'exposer en détail les concepts de Marx qui sont repris par lui, mais vous avez dû en repérer un certain nombre.

D'un point de vue empirique, on sait que le marché a des dysfonctionnements énormes, et que la planification est capable de puissantes réussites. D'un point de vue théorique, on peut prouver que le plan est plus efficace que le marché, et que le marché ne peut pas atteindre l'équilibre. Mais ce n'est pas tellement la question. Bettelheim pointe du doigt le fait que la planification telle qu'on la connaît, en URSS, en Chine, ou même dans les pays capitalistes, ne fait que se superposer à un système marchand. Par conséquent, cela peut engendrer des

crises spécifiques, nées de cette contradiction. Mais l'intérêt de la réflexion amorcée par Bettelheim dans *Calcul économique et formes de propriété*, c'est de basculer de la question technique à une problématique politique, pour montrer à quel point les réussites du socialisme dépendent d'un rapport de force visant à combattre l'installation d'une bureaucratie, et à empêcher la reproduction des rapports de production capitaliste, empêcher que se creuse par exemple le fossé entre tâches d'exécution et tâches de décision. C'est une analyse dynamique qui met en valeur les possibilités de recul d'un mouvement révolutionnaire et les obstacles que ce mouvement rencontre en l'espèce des structures économiques dont il s'empare. La curiosité de son œuvre économique, c'est d'être à la fois très pragmatique dans ses analyses économiques concrètes, en étant hostile à une planification à marche forcée, qui supposerait une accumulation primitive socialiste, et beaucoup d'inefficacité et de manque de coordination entre le plan et les agents économiques ; et d'autre part maximaliste dans les objectifs qu'il donne à la planification (restructuration en profondeur de la production, passant par une abolition des divisions du travail les plus basiques, de la hiérarchie dans l'entreprise, etc. la nécessité d'une planification à l'échelle mondiale pour être vraiment complète). Objectifs maximalistes fondés aussi sur la confiance, toute communiste, en la capacité des travailleurs de tenir tête dans les nouveaux rapports de force qui émergent.

Bibliographie indicative

L'Économie allemande sous le nazisme, un aspect de la décadence du capitalisme [1945], Maspero, 1971.

Problèmes théoriques et pratiques de la planification [1946], Maspero, 1966.

L'Inde indépendante [1962], Maspero, 1971.

Planification et croissance accélérée [1964], Maspero, 1967.

Calcul économique et formes de propriété, Maspero, 1971.

Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine, Maspero, 1973.